Les Nouvelles de Loire-Atlantique

nla

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

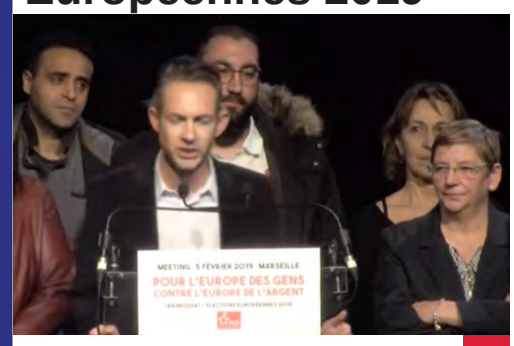
Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1026 **18 Février 2019** **prix : 0,70 €**

GLI-F4 LBD40

Un bilan accablant 2

Européennes 2019



La campagne est lancée 3

Fête des Nouvelles

La vignette est disponible 5

L'édito d'Aymeric SEASSAU

Un mouvement de colère s'est durablement installé dans le pays. Malgré tous les efforts du pouvoir Macron pour reprendre la main et modifier les termes du débat, celui-ci porte sur la justice fiscale et la répartition des richesses en posant la question du niveau du SMIC et de la suppression de l'ISF.

Nous voulons tout mettre en œuvre pour peser dans la bataille idéologique et faire gagner les revendications populaires. Face à Macron qui choisit de recevoir le patronat à Versailles, le PCF veut faire élire des travailleurs au parlement européen et gagner au plus vite l'augmentation des salaires et des pensions en France.

Bruno Le Maire prétend réformer le pays « pour devenir une des économies les plus efficaces au monde.». ATTAC révèle au même moment que les effectifs cumulés des entreprises du CAC40 ont baissé de 20% entre 2010 et 2017 quand leurs bénéfices ont augmenté de 9,3% sur la même période.
Dans ces entreprises, les salaires ont progressé deux fois moins vite que les dividendes. Voilà l'efficacité des politiques libérales accélérées par le pouvoir Macron : Faciliter la prédation des puissances d'argent sur la société tout entière. 57,4 milliards d'euros de dividendes en 2017 versé aux actionnaires : Une année record pour le CAC40.
Le scandale de la répartition des richesses éclate et le Parti communiste est engagés de toute ses forces dans la confrontation politique dont s'empare le pays. Le nouveau secrétaire national du PCF Fabien Roussel a écrit au président de la République afin que le débat ait aussi lieu dans les entreprises et nous remettrons le 16 Mars au pouvoir Macron/Philippe 10 grandes propositions pour une alternative sociale et démocratique à la crise politique actuelle.

Ces propositions se veulent aussi utiles pour reconstruire la gauche afin qu'elle retrouve, et le plus tôt sera le mieux, le chemin du pouvoir en défendant les intérêts des salariés et des familles populaires. Faire entendre les travailleurs, faire entrer une ouvrière au parlement européen, c'est aussi le sens de notre entrée en campagne avec Ian Brossat pour les élections européennes. Les communistes sont à nouveau confrontés à de grands défis. **Avec Jean Jaurès, dont le journal est en grand danger, nous entendons n'« avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent, et une confiance inébranlable pour l'avenir. »**. Mobilisation générale donc, pour sauver l'Humanité et pour faire gagner les revendications sociales !

Livre jaune

La revanche des villages 6

Services publics

Espèces en danger ! 7

A l'épreuve des chiffres

En France et dans le monde les inégalités se creusent, le dernier rapport d'OXFAM vient une nouvelle fois révéler ce que personne n'ignore plus. **En France, 5% des français les plus riches s'accapareraient 40% de la richesse nationale ou pour illustrer encore le phénomène : huit milliardaires français possèdent autant que les 30% les plus pauvres.**

Pour l'ONG, les inégalités sont la résultante de choix politiques. Elle exhorte les gouvernements à mettre en place une fiscalité progressive en taxant davantage les grandes entreprises et les plus fortunés afin d'investir dans des services publics, lutter contre l'évasion fiscale, réduire les écarts de salaires dans les grandes entreprises, garantir l'égalité des salaires entre hommes et femmes ou encore adopter des politiques d'aides au développement…

L'actualité

Pouvoir d'achat : Macron à l'épreuve du peuple

Le mouvement de protestation entamé fin novembre par les gilets jaunes ne cesse de se poursuivre de samedi en samedi. Une grande majorité de Français (65%) soutient ce mouvement auquel les organisations syndicales et notamment la CGT embrayent le pas.

Parmi les revendications les plus partagées, et sans doute ce qui a mis le feu aux poudres : les inégalités sociales et le pouvoir d'achat.

Le malaise n'est pas nouveau, les élus locaux le sentaient monter, nombre d'associations tiraient le signal d'alarme, pourtant d'année en année, de mandat présidentiel en mandat présidentiel, de crises sociales en crises politiques rien n'aura été fait pour résoudre les problèmes de pouvoir d'achat et d'inégalités, ou plutôt, tout aura été fait pour mettre en place des mécanismes qui garantissent aux plus aisés de s'accaparer encore plus de richesse. De ce point de vue le gouvernement et sa majorité ne sont pas en reste : Suppression de l'ISF, instauration d'une fiscalité proportionnelle à 30 % sur les revenus du capital, doublement du CICE en 2019, quasi-extinction de l'exit-tax, défiscalisation des actions gratuites, flexibilisation du marché du travail, zéro cotisation patronale au niveau du SMIC, réduction de la taxe sur les transactions financières, baisse de l'impôt sur les sociétés sans ciblage ni condition, voilà quelques une des mesures fiscales comme autant de cadeaux aux plus riches.

C'est aussi cela qui est contesté dans les rues de France par les gilets jaunes et les acteurs du monde syndical.

Pour éteindre l'incendie, le Président a lancé le grand débat national, un débat tellement limité et encadré qu'il n'en est pas un, d'autant que le président l'affirme, il sera inflexible sur sa politique. Ainsi il exclut du débat ce qui s'exprime avec force : la justice sociale ou encore la réforme démocratique.

Ces questions, largement débattues aujourd'hui et mises en lumière par les derniers évènements sociaux, le Parti Communiste Français, mais pas seulement, des associations, des syndicats s'en emparent et les mettent en lumière depuis de nombreuses années. A l'initiative, à l'Assemblée et au Sénat en s'opposant aux mesures antisociales, en France comme en Loire-Atlantique les militants se mobilisent et mettent en avant leurs propositions pour le pouvoir d'achat, les services publics, la transition écologique :

- Hausse du SMIC de 260 € bruts par mois (200 € nets) ; augmentation des retraites et des minima sociaux.
- Égalité salariale femmes - hommes.
- Suppression du CICE et modulation de l'impôt sur les sociétés selon leur politique d'emploi et d'investissement.
- Prélèvement à la source des bénéfices des multinationales tel que proposé par les député·e·s communistes.
- Moratoire sur toutes les fermetures de services publics.
- Maintien des lignes ferroviaires de proximité et développement du fret ferroviaire.
- Taxation exceptionnelle des 10 milliards de profits annuels des compagnies pétrolières.

GLI-F4, LBD40, les armes sublétales doivent être interdites !

Le conseil d'Etat a rejeté les demandes de suspensions, puis d'interdiction de l'usage du lanceur de balles de défense LBD 40 et de toute arme sublétale comme les grenades GLI-F4 des moyens mis à disposition des forces de « maintien de l'ordre ».

Pourtant en moins de quatre mois le bilan est accablant. Depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, le volume des tirs d'armes dites « intermédiaires » avant les balles réelles ont atteint un niveau historique. Plus de 9000 tirs, près de 2000 blessés officiellement recenssés et plus de 100 blessés graves : infirmités irréversibles, cinq mains arrachées, fractures, pieds et jambes incrustés de bouts de grenade et beaucoup de plaies ouvertes au niveau de la tête, dont la perte d'un œil pour 20 manifestants.

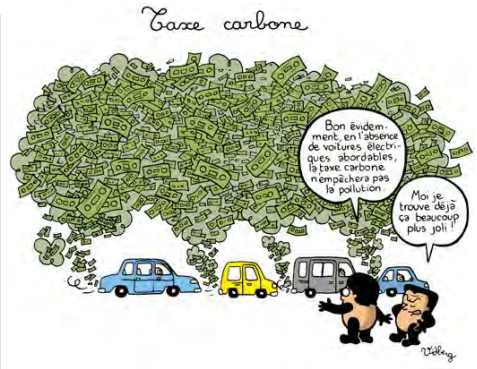
« Comment expliquer que les forces de l'ordre aient su gérer, avec beaucoup moins de blessés, les émeutes urbaines de 2005, pourtant beaucoup plus violentes ? Comment l'expliquer autrement que par une doctrine du maintien de l'ordre qui s'est progressivement éloignée de l'objectif préventif et de sécurisation des manifestations ? » s'interrogeait Stéphane Peu député communiste lors du débat sur la loi anticasseurs en première lecture au parlement.

La France n'est pas un modèle, mais plutôt une exception. Elle est le seul pays européen à utiliser une grenade explosive composée de TNT (la GLI-F4) dans ses opérations de maintien de l'ordre et des lanceurs de balles de défense. Après la mort de Rémi Fraisse à Sivens, l'engagement avait été pris d'y mettre un terme... Mais il reste des stocks à écouler... jusqu'en 2021 !

En fait, c'est toute la doctrine du maintien de l'ordre qu'il faut reconsidérer. Tout cela à un coût politique et technique élevé. Cela suppose un dialogue avec les syndicats de police et les autres, les élus et la population... Aujourd'hui la police est une organisation isolée qui répond aux ordres de l'exécutif et seulement lui.
Il y a peu, voire pas de lien avec la population.

Dans les pays nordiques, la relation entre la police et la population est basée sur une recherche de dialogue et de confiance. Ces pays sont aussi ceux où les armes intermédiaires sont proscrites.

Le retour de la taxe carbone



Le grand débat sera-t-il l'arme du gouvernement pour faire revenir par la porte ce qui a été sorti par la fenêtre ? C'est bien possible ! La taxe carbone qui avait déclenché la mobilisation des gilets jaunes en novembre dernier, n'a pas augmentée le 31 janvier, mais des députés et des ministres LERM, dont François de Rugy, souhaitent que cette question puisse être tranchée à l'occasion du grand débat.
La taxe carbone est aujourd'hui bloquée à 44 euros la tonne de C02 quand le gouvernement prévoyait de l'augmenter au 1er janvier comme chaque année jusqu'en 2022. Une aubaine financière mais qui ne répond en rien aux enjeux de mobilité. Quand un citadin dispose de 4 à 5 moyens de locomotion différents un rural n'en dispose bien souvent que d'un seul : La voiture.

Les élus coûteraient-ils si cher ?

Le grand débat est l'occasion pour certains d'agiter les populismes et de faire détourner les regards des vrais questions.
Ainsi, les élus et en particulier les ministres, députés et sénateurs coûteraient eux aussi un pognon de dingue. Pour rappel, la démocratie parlementaire française coûte 1,3 milliard d'euros au total sur 1 345 milliards de dépenses publiques prévisionnelles en 2019 ! Soit 0,1 % des dépenses publiques ou encore 19 euros par Français et par an. Si l'on ramène ce chiffre à celui du coût du CICE : 40 milliard pour 2019 ou de la suppression de l'ISF : 3,2 milliard de quoi financer la vitalité démocratique de notre pays.

Mobilisation générale pour sauver L'HUMANITÉ !

À l'instar de l'ensemble de la presse quotidienne nationale, l'Humanité est en difficulté. **Rattaché à aucun grand groupe de presse soutenu par des capitaux**, les ventes, les abonnements et la publicité sont insuffisant, face aux coûts croissants de la production et de la diffusion d'une information différente et de qualité.

Fondé par Jean Jaurès en 1904, le journal relaie les luttes sociales depuis 115 ans. Le journal est également celui des luttes pour la paix, contre l'occupation, contre toutes les injustices. L'Humanité c'est aussi la Culture pour tous avec une fête, la plus grande du pays qui regroupe plusieurs centaines de milliers de festivaliers pour un prix sans rapport avec tout autre festival en France.

Vous pouvez aider l'« Huma » sur https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma ou par chèque à l'Humanité, 5 rue Pleyel - Immeuble Calliope 93528 Saint-Denis Cedex.

Entretien avec Fabien ROUSSEL

A l'occasion du 38ème congrès du PCF, le 25 novembre dernier Fabien Roussel, député communiste du Nord, devenait le nouveau secrétaire national du parti bientôt centenaire. Le parlementaire, ancien secrétaire départemental du Nord a répondu aux questions de NLA. Pouvoir d'achat, gillet jaune, européennes, le responsable communiste revient sur les questions d'actualité.

NLA : Le 25 Novembre tu as été élu secrétaire national du PCF. Dans quel état d'esprit abordes-tu cette nouvelle responsabilité ?

Fabien Roussel : Nous sortons de ce congrès soudés, riches des multiples contributions qui ont donné à notre projet une cohérence et une force rarement atteintes. Nous avions des débats à mener. Mais quand on est communiste, on sait qu'on partage l'essentiel : la volonté résolue de se battre pour en finir avec un système capitaliste qui détruit les hommes et la planète. La camaraderie forgée dans un combat d'une telle ampleur résiste aux débats, même les plus durs ! Au terme d'un exercice démocratique que tout le monde a relevé, nous sortons du congrès rassemblés, avec un texte voté à 87% et des orientations adoptées qu'il s'agit maintenant de faire vivre. Le congrès a aussi affirmé l'ambition d'un parti plus visible, plus combatif. C'est dans cette perspective que nous avons décidé d'une campagne sur le pouvoir d'achat, en lien avec les mobilisations en cours. Crise politique, révolte sociale… La situation politique exceptionnelle est là pour nous rappeler combien notre engagement de communistes est nécessaire.

NLA : Depuis l'élection présidentielle les luttes revendicatives n'ont pas cessé. Et malgré des mobilisations importantes, comme pour « la bataille du rail » ou dans les hôpitaux, on peut estimer que les succès restent modestes. Selon toi quels sont les obstacles à lever pour faire face aux politiques de régression sociale et d'affaiblissement économique du pays ?

Fabien Roussel : Toutes ces mobilisations ont été utiles. Elles ont parfois permis de gagner des avancées et elles ont fait grandir les revendications populaires. Macron n'a pas tenu compte des organisations syndicales, des organisations de jeunesse, des associations féministes, des élus locaux, des forces politiques qui, parfois unies très largement, l'alertaient sur l'indécence de sa politique.
Beaucoup de mobilisations, beaucoup d'alertes, aucune écoute… et ça craque ! Le président dit désormais vouloir un débat sans tabou mais nos concitoyens ne veulent pas d'un débat sans espoir !
Nous voulons tout faire pour que la voix des citoyens ne soit pas étouffée par le gouvernement ni instrumentalisée par des forces d'extrême droite qui rêvent de faire grandir leurs idées nauséabondes.
Il nous appartient donc de reconstruire un espoir à gauche, en cherchant les rassemblements les plus larges car c'est la seule issue et aucune force politique de gauche ne gagnera toute seule. Et nous n'y parviendrons qu'avec un Parti Communiste plus fort, plus influent, plus combatif, pour faire grandir nos idéaux de paix, de partage et de fraternité.

NLA : Comment apprécies-tu le mouvement des gilets jaunes où on retrouve certaines des exigences portées par les communistes (salaires, SMIC…) et l'évolution de ce mouvement dans sa diversité ?

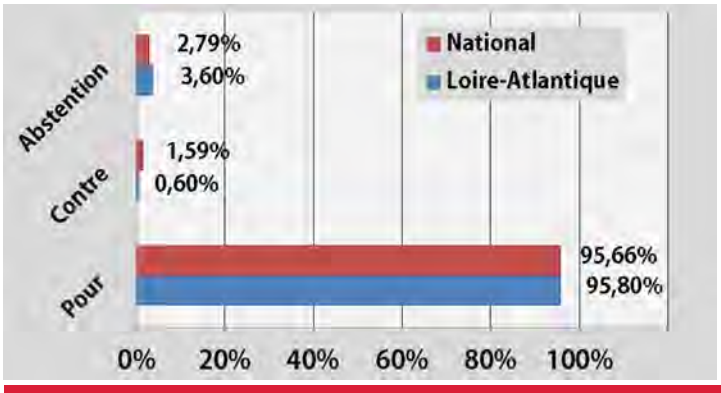
Fabien Roussel : Avant de nous renseigner sur l'état des consciences, le mouvement des « gilets jaunes » nous parle de l'état des portemonnaies ! « D'abord la bouffe, ensuite la morale », comme l'écrivait Brecht. Depuis des années, les gouvernements successifs leur demandent de se serrer la ceinture en leur expliquant qu'il n'y a plus d'argent : la France est en train de devenir un pays de travailleurs et de travailleuses – surtout de travailleuses ! – pauvres. Ce n'est pas un hasard si les femmes sont si nombreuses sur les ronds-points : moins bien payées que les hommes, elles subissent plus souvent la précarité et les temps partiels imposés ; elles se retrouvent plus souvent seules à devoir élever des enfants. Ce mouvement est aussi l'expression d'une lutte de classes.
Depuis qu'il existe, il a affiné ses revendications et, nous avons largement participé à les alimenter, par exemple en lançant, à notre congrès, un appel en faveur de l'augmentation du SMIC et des salaires, peu revendiquée jusqu'alors. Sont posées les questions fondamentales de la répartition des richesses, du coût exorbitant du capital pour notre société. Les mots d'ordre sont clairs : hausse du SMIC et des salaires, hausse des retraites, justice fiscale avec le rétablissement de l'ISF et une lutte plus efficace contre l'évasion fiscale. Le mouvement exige aussi de meilleurs services publics, notamment dans la ruralité et dans les territoires péri-urbains. Ce mouvement exprime une profonde colère de ne pas être écouté, mettant aussi en cause les partis politiques et les syndicats, et demandant la démission du président de la République qui catalyse toute la colère. Il faut d'abord entendre tout cela. À nous de montrer, sur le terrain, que les politiques ne sont pas « tous les mêmes ». Les communistes ont les mêmes difficultés que l'immense majorité des Français à boucler les fins de mois. Les sénateurs et les députés ont, pour leur part, relayé les revendications pour plus de justice fiscale et plus de justice sociale. Les communistes sont résolument aux côtés des travailleuses et des travailleurs, des retraités, des lycéens et des étudiants, qu'ils portent ou non un gilet jaune.

NLA : Ian Brossat a lancé la campagne de la liste choisie par les communistes pour les élections européennes du 26 Mai. Pour qui et pourquoi le vote des communistes pourrait être utile ? Quelles perspectives de rassemblement possibles ?

Fabien Roussel : Nous portons depuis plusieurs mois l'objectif de construire une liste de large rassemblement, avec Ian à sa tête. À ce jour, les seules discussions poussées ont lieu avec le mouvement Génération·S. Elles se poursuivent. La France insoumise a présenté sa liste ; EELV est déjà en campagne et le PS évacue totalement les questions de contenu. C'est le signe que, sur la question européenne, les différentes forces de gauche ont des points de vue différents. Depuis Maastricht, cela a toujours été le cas ! Le Parti communiste français a toujours fait entendre sa voix lors de cette élection pour dénoncer ces traités européens qui n'ont rien apporté de bon aux peuples d'Europe et pour appeler à une autre construction européenne, respectueuse des peuples et des nations. Notre liste de rassemblement nous l'avons donc construite à la base, dans les entreprises, dans les quartiers et les villages. Elle sera à l'image de la France qui travaille et se bat pour faire respecter sa dignité. Avec Marie-Hélène Bourlard, nous voulons faire entrer la première ouvrière au Parlement européen.

Notre constance dans le combat depuis Maastricht, nos propositions pour rompre avec les dogmes des traités européens font notre originalité dans cette campagne. Nos campagnes pour le pouvoir d'achat, pour les services publics, sur le coût du capital, pour des droits nouveaux, contre le racisme et les discriminations, font écho dans l'Europe d'aujourd'hui, marquée par les politiques d'austérité et la montée des extrêmes droites.

Nous avons désormais besoin de déployer en grand la campagne, avec les communistes, avec le plus grand nombre pour aller chercher une à une les voix permettant de gagner des élus au Parlement européen.



Européennes : la liste soutenue par le PCF adoptée à 95,66%

La liste est co-conduite par Ian Brossat et Marie Hélène Bourlard ainsi que ses 77 autres candidats et candidates représentant plus de 54 départements a été adoptée par 95,66% des communistes.

Elle est à l'image des propositions qu'elle porte. Elle témoigne aussi des engagements féministe, antiraciste, écologiste, internationaliste, opposée à l'Europe libérale, pleinement engagée dans le soutien aux migrants.

La Loire-Atlantique n'est pas en reste avec 2 candidats qui représentent les travailleurs de notre département.

« Cher-e camarade,

Les 31 janvier, 1er et 2 février, 23 019 camarades ont pu voter, accordant leur confiance à 95,66% à la liste que j'ai la tâche de conduire. Ce résultat, appréciable dans la période, nous donne de la force et permet de marquer l'entrée en campagne du PCF pour une Europe des gens, contre l'Europe de l'argent.

Ce mardi 5 février a eu lieu à Marseille notre grand meeting de lancement de campagne. Devant près de 1500 personnes, nous avons pu présenter un certain nombre de candidates et candidats qui mèneront la bataille des élections européennes jusqu'au 26 mai. Parmi elles et eux, Marie-Hélène Bourlard, ouvrière du textile, Maryam Madjidi, Prix Goncourt du premier roman 2017, Benjamin Amar, responsable syndical, Sophia Hocini, militante associative, Elina Dumont, ancienne SDF et gilet jaune, ou encore Anthony Gonçalves, cancérologue et Cemile Renkliçay, co-présidente du Conseil Démocratique Kurde en France.

Je me réjouis que la presse nationale ait salué une liste « arc-en-ciel » qui représente « la diversité de la France » et « bat au rythme des colères et des espoirs qui montent dans le pays ».
À l'occasion de ce temps fort, nous avons également pu dévoiler le président du comité de soutien de notre liste, en la personne de Lassana Bathily, reconnu pour son acte de bravoure à l'Hyper-Casher lors des attentats de janvier 2015. Cette figure appréciée de tous nous honore par son engagement et donne d'ores et déjà un véritable écho à notre campagne.
La prochaine grande étape de notre campagne européenne est maintenant la présentation officielle de la liste, en présence de l'ensemble des candidats, qui aura lieu le 5 mars à Paris.
À cette occasion, nous donnerons à voir la grande richesse de cette liste d'hommes et de femmes qui, dans leur vie de tous les jours, ont maille à partir avec l'Europe de Macron.

Il nous reste désormais un peu plus de 100 jours pour tout donner.
C'est pour moi un honneur et un privilège d'être candidat sur cette liste du PCF. Ensemble, nous réussirions à relever ce beau défi jusqu'au 26 mai.
Amitiés fraternelles, »

Ian Brossat

En lutte pour le progrès social en Europe

Les candidates et candidats présentés par le Parti Communiste Français pour les élections européennes du 26 mai prochain sont désormais connus. Ces 79 femmes et hommes représentent « un arc-en-ciel de luttes, blouses blanches, gilets jaunes, cols bleus, robes noires, bottes vertes et chasubles rouges avec une très forte représentation du monde du travail ». Deux candidats qui figurent sur cette liste sont des militants communistes de Loire-Atlantique : Pascal Pontac et Yves Devedec.

Yves Devedec

Salarié d'Airbus, militant syndical et éducateur sportif, Yves Devedec est attaché à ce que l'Europe soit un outil au service du développement industriel. Cela suppose, pour lui, de rompre avec les logiques précédentes qui ont fait de l'Europe un marché des travailleurs détachés, un marché de la mise en concurrence entre les travailleurs. Le développement de l'industrie doit aller de pair avec le développement d'une Europe sociale.
Les profits engendrés par les grandes entreprises européennes doivent être réinvestis dans l'outil industriel, la formation, le développement de l'emploi qualifié et non à enrichir les actionnaires. Aussi, l'Europe doit se montrer plus solidaire, nous ne voulons plus d'une Europe du capital, prompte à utiliser les femmes et les hommes à sa guise, qui laisse se noyer les migrants en Méditerranée.

Pascal Pontac

Grutier au port de Saint-Nazaire, Pascal Pontac est responsable du syndicat CGT des ports et docks. Le candidat, proposé par sa fédération, entend porter la voix des salariés et des travailleurs et pas seulement celle des ports et docks. A l'image de son engagement syndical, il défend les valeurs de transformation sociale et porte d'autres choix de société en particulier la défense des services publics de proximité ou encore l'indépendance énergétique sans cesse attaqués par l'idéologie libérale en vogue à l'échelle européenne et nationale. Cette même logique qui contre l'intérêt des populations entend défaire les statuts des salariés, livrer des pans entiers des services publics à la concurrence. Il serait donc urgent de faire tomber le culte des 3% pour une Europe « non au service du capital mais des peuples », assure le candidat.

Nouveau modèle européen

Le PCF a toujours combattu et combat toujours le "modèle européen", la construction capitaliste de l'UE, incarnée par les traités en vigueur ! Ce « modèle » a pour tare fondamentale de soumettre la construction européenne et les relations entre les peuples d'Europe au marché et à la concurrence, quitte à bafouer la souveraineté des peuples.

Cela a des conséquences très concrètes : 10 ans après l'éclatement de la crise du capitalisme à laquelle les classes dirigeantes européennes n'ont répondu que par le renforcement des politiques libérales, l'emploi est en miettes dans l'UE. L'UE concentre 10 millions de pauvres en plus depuis 10 ans. Dans le même temps, l'accaparement des richesses par les classes dominantes est de plus en plus fort. 176 milliards de dollars de dividendes ont été distribués en Europe au 2e trimestre 2018, ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2017. Autant l'UE se montre avare en dépense sociale, autant elle est généreuse avec les banques privées et peu regardante pour la fiscalité des entreprises. La BCE a versé 3000 milliards d'euros aux banques et aux marchés financiers sans aucune contrepartie depuis 2010. L'évasion et l'optimisation fiscale représentent 1000 milliards d'euros chaque année. Elles coûtent 2000 euros par an et par Français.

L'ensemble du dispositif de l'UE, qui a fortement vacillé en 2010-2012, risque de se retrouver emporté par la crise financière internationale qui s'annonce. Nous ne nous reconnaissons pas dans le chantage imposé aux peuples : soit la poursuite du corset austéritaire, soit l'éclatement du continent dans des ensembles rivaux et concurrents. Face à la montée de l'extrême-droite et des courants xénophobes et autoritaires il y urgence !

Aujourd'hui, il nous faut rassembler autour de l'idée qu'une autre Union Européenne est possible avec une saine confrontation des idées, représentative des grands courants progressistes. Nous avons une chance de faire émerger afin de les imposer dans le prochain Parlement européen.

Appel pour financer la campagne des européennes

La liste conduite par Ian Brossat nous ressemble. Diverse, rebelle et populaire, elle fait la part belle au monde du travail. Face à ceux qui veulent enfermer la démocratie dans un débat entre les libéraux et les réactionnaires, la liste présentée par le Parti Communiste Français porte une autre voix, celle de l'Europe des travailleurs.

Elle ne peut pas compter sur l'appui d'un gros financier et repose donc sur le soutien de ses électeurs. La bataille financière, nerf de la guerre électorale, nécessite un engagement de tous. Alors pour donner de la force à cette liste, soufflons nous-mêmes notre forge et soyons nombreux à participer au financement de la campagne des européennes !

Chèque a envoyer à l'ordre de Serge Leblond, mandataire financier de Ian Brossat, PCF - 2, place du Colonel-Fabien - 75019.

L'Europe autrement

11 et 12 mai 2019
La Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Si à l'heure du bouclage de notre journal la programmation musicale n'est pas totalement terminée, nous pouvons déjà vous annoncer la venue de Marie-Hélène Bourlard et Fabien Roussel pour le grand meeting du dimanche 12 mai.

En effet, les élections européennes auront lieu dans les pays de l'Union Européenne entre le 23 et le 26 mai 2019. En France, ce sera le dimanche 26 mai, deux semaines après notre Fête, la partie politique y sera donc consacrée. **Et qui de mieux que Marie-Hélène Bourlard militante CGT du textile du Nord de la France et figure du documentaire « Merci Patron ! » pour aborder les questions Européennes à St Nazaire, une terre de l'industrie.** Elle a en effet accepté d'accompagner Ian Brossat, au parlement européen. En tant que numéro deux de cette liste, elle est donc en position éligible et à ce titre, elle pourrait devenir la première ouvrière française à entrer au Parlement Européen. Fabien Roussel l'accompagnera, ce sera l'occasion pour le Nouveau Secrétaire National de PCF de rencontrer les militants de Loire-Atlantique dans toutes leurs diversités.

La Fête des Nouvelles est une fête avant tout militante et nous avons besoin de vous pour la faire vivre. Les questions financières sont au cœur de la bataille, c'est pourquoi nous vous proposons le bon de soutien afin de contribuer à cet évènement culturel que nous voulons accessible à toutes et à tous.
Nous avons également besoin de votre présence tout le week-end en tant que spectateur ou encore en tant que bénévole.

Cette fête familiale et populaire mêlant concerts, théâtre, animation pour enfants, expositions, meetings et débats politiques ne serait rien sans l'engagement des nombreux bénévoles qui lui donnent vie, comme elle ne serait rien sans votre soutien. Lieu d'échanges et de confrontation d'idées politiques, au cœur des luttes, au cœur des enjeux sociaux et économiques, on y débat sur les questions essentielles et sur les véritables changements à conduire. **Au cœur des solidarités, les militants communistes organiseront cette année, une grande vente solidaire de fruits et légumes à prix coutant.**

Dès maintenant, nous vous invitons à prendre votre bon de soutien à la fête auprès des différentes sections ou de la fédération du PCF.

Renseignements :
PCF 44
41 rue des Olivettes, 44000 Nantes
Tel: 02.40.35.03.00
http://fete.nla44.fr

Fusion ALSTOM – SIEMENS : Rien ne va plus !

Rien ne va plus concernant la fusion d'Alstom et de Siemens. Outre les salariés et leurs syndicats, c'est maintenant la commission européenne qui doute du bien fondé de l'opération. Elle a présenté une liste de griefs, recensant pas moins de 14 domaines dans lesquels il y aurait des risques de monopole ! Fin décembre, les autorités de la concurrence britannique, néerlandaise, belge et espagnole ont écrit à la commissaire européenne chargée du dossier pour l'alerter d'une **« perte globale de concurrence très importante »** si la fusion avait lieu.

Pour les syndicats, la cause est entendue depuis le départ : cette fusion, ou plutôt cette **absorption** d'Alstom par Siemens, n'est pas une bonne affaire, car elle n'obéit pas à un projet industriel, mais vise tout simplement à satisfaire les actionnaires. Il était prévu de verser aux actionnaires **1,8 milliards d'euros**, pour organiser cette fusion.

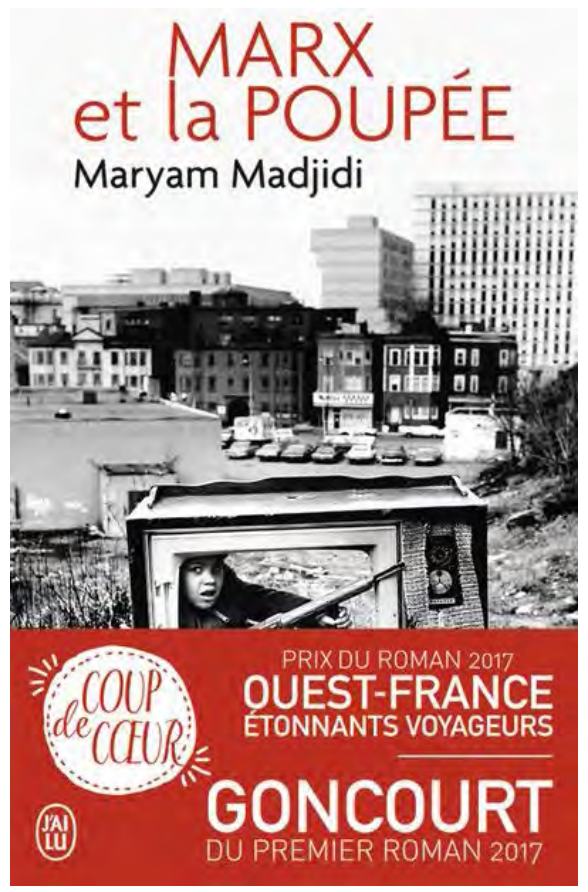
Ce projet de fusion se justifie de moins en moins. **Il symbolise davantage un repli qu'un développement.**

La mise en place de synergies entre les deux groupes, pour un coût estimé à 380 millions d'euros, est censée rapporter annuellement 470 millions d'euros au terme des quatre ans durant lesquels l'emploi serait soi-disant préservé. Des économies qui se traduiraient par **la suppression de 4 000 à 7 000 emplois** selon les projections syndicales.

Maryam Madjidi

Maryam Madjidi, candidate sur la liste PCF aux Européennes lie intégration, culture et humanisme. Née à Téhéran, elle quitte l'Iran, son pays natal, ainsi que le régime de l'imam Khomeyni à l'âge de six ans. Trente et un ans plus tard en 2017, elle reçois le prix Ouest France-Étonnants Voyageurs et le prix Goncourt du premier roman pour son livre Marx et la poupée paru aux Éditions le Nouvel Attila.

Dans ce roman autobiographique, elle raconte son rapport avec son pays d'origine et son arrivée en France. Maryam aujourd'hui professeur de Français Langues Etrangères, nous y fait le récit de l'apprentissage de la langue française qu'elle enseigne maintenant à de jeunes migrants. Marx et la poupée décrit les expériences parfois marquantes qu'elle a vécues en France mais aussi les liens et rapports complexes qu'elle entretient avec l'Iran. À travers les souvenirs de ses premières années, Maryam raconte l'éloignement de sa famille, la perte de ses jouets, l'effacement progressif du persan, qu'elle va rejeter, puis ré-adopter. Dans ce récit qui peut être lu comme une fable autant que comme un journal, Maryam Madjidi raconte avec humour et tendresse ses racines.
Découvrez le livre de Maryam Madjidi candidate sur la liste PCF pour les européennes 2019.



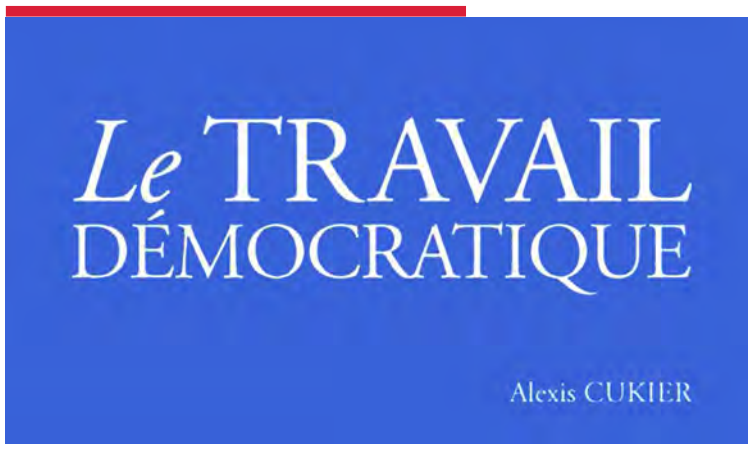
Josette Audin : Le combat d'une vie

« Grande tristesse. Josette Audin s'en est allée. Elle s'est battue toute sa vie pour la vérité et pour la mémoire de son mari. Elle part apaisée d'avoir vu enfin ce crime d'Etat reconnu », c'est ainsi que Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti Communiste Français, réagissait au décès de Josette Audin, qui, toute sa vie s'était battue pour que soit reconnue la responsabilité de l'armée et donc de l'Etat français dans la torture et l'exécution de Maurice, son mari.

Maurice, membre du Parti Communiste Algérien et militant pour l'indépendance fut arrêté le 11 juin 1957 à Alger, date à laquelle il disparait. Son corps ne fut jamais retrouvé.

Culture, idées, sciences

L'Huma Café…



L'Huma-café de février était consacré au travail démocratique et recevait **Alexis Cukier**, philosophe et directeur du programme « Travail et démocratie » au Collège International de Philosophie.
Après avoir précisé le sens politique de la critique du travail puis montré en quoi le néolibéralisme s'opposait à la notion même de la démocratie au travail, l'intervenant a donné un aperçu des thèses qui se sont affrontées, entre les tenants d'une révolution des institutions permettant de démocratiser le travail et ceux d'une démocratisation du travail aboutissant à la transformation des institutions.

Les plus récentes critiques féministes, écologistes ou portées par les théories politiques du commun venant à nourir ce débat, il apparaît clairement que celui-ci n'est pas clos. En effet, la dernière partie de l'exposé donnait de nombreux exemples de tentatives actuelles tendant à démocratiser le travail, ainsi que des pistes de réflexion quant à de nouvelles formes institutionnelles qui pourraient conforter et légitimer un mouvement qui alors se généraliserait. Le débat qui a suivi est principalement revenu sur la dernière partie de l'exposé, des auditeurs faisant part d'expériences liées à des tentatives coopératives, autogestionnaires...
Auteur de plusieurs livres sur le travail, Alexis Cukier a publié l'année dernière "Le Travail démocratique" aux Presses Universitaires de France, dans la collection "Actuel Marx Confrontation".

Prochaine séance

129ème Huma-café® - 22/03/19
David Cayla : « Le marché, mythe ou réalité ? »

Quelle « revanche des villages » périurbains, à l'heure des Gilets jaunes ?

Dans un bref essai, écrit avant les Gilets jaunes, Éric Charmes brosse un état des lieux de la réflexion sur la France périurbaine, où il décèle une « revanche des villages ». **Le périurbain, qui compte un quart de la population française, n'a pas bonne presse :** « cauchemar pavillonnaire » ou « catastrophe écologique », c'est selon.
Lefebvre avait raison dès 68 !
Dans La Révolution urbaine, en 1970, le philosophe marxiste et communiste, théorisait déja le dépassement de la vieille opposition entre ville et campagne, et l'extension du domaine de l'urbain hors des villes. Aujourd'hui, si les termes villes et campagnes « désignent avant tout des paysages », la ville est partout. « **Comme l'annonçait Lefebvre, l'urbanisation a bouleversé les veilles divisions économiques, sociales et politiques entre les villes et les campagnes », écrit Charmes. »**
Mais « mettre en œuvre le droit à la ville dans le périurbain peut répondre à certaines demandes, notamment celles de bénéficier d'un accès plus facile et moins coûteux aux ressources des métropoles ».
Une "critique de la vie quotidienne" plus poussée montre que l'actuel « éclatement des territoires brouille les frontières entre l'urbain et le rural » admet l'auteur. **On assiste à « l'hybridation » du rural et de l'urbain, alors que « beaucoup d'habitants des campagnes dépendent au quotidien d'une région métropolitaine pour le travail, les loisirs ou la consommation ».**

Quelle « revanche des villages » en 2018 ?
On assiste depuis longtemps à une alternance de « critiques et de contre-critiques » du périurbain, sur l'étalement urbain, l'automobilisation, l'artificialisation des sols, la perte de biodiversité, etc. Faudrait-il, alors, recentrer l'urbanisation par un contre-exode urbain, développer la part campagnarde des villes, refabriquer de la nature dans les villes ?
Avec l'étalement du périurbain, le droit à la ville muterait en droit au village, la périurbanisation

s'avérant être, à travers sa métropolisation, une « pathologie du capitalisme ».

Ses symptômes ? Le rêve pavillonnaire, le vote FN, l'entre-soi, le populisme, comme conséquences de la trajectoire résidentielles des ménages populaires vers le périurbain,...
La décentralisation depuis les lois Defferre de 1981 donnaient initialement le « pouvoir aux villages ». **Mais, depuis, les plus petites communes se perdent de plus en plus « dans les marais de l'intercommunalité ».** Le périurbain arrive même à faire figure de « territoire oublié de la décentralisation ». **La « clubbisation » de la vie locale loin d'être ouverte à l'ensemble de la population, restreint la démocratie locale aux seuls élus et membres des associations, ce que confirme en ce moment le Grand Débat macronien.**
Avec les Gilets jaunes, le soulèvement de cette France périphérique des ronds-points, comme revanche bien plus réelle des populations des villages périurbains, est passé par là. Ce mouvement souligne crûment que ce livre échoue finalement à éclaircir tous les malentendus sur le périurbain, ainsi qu'il le visait. Car son auteur n'a pas - comme tant d'autres - vu venir grand-chose.
Jean-Yves Martin, géographe

Eric Charmes, La revanche des village, essai sur la France périurbaine, Coll. La République des Idées, Seuil, 2019, 108 p., 11,80 €.

Les communistes et l'algérie

A l'occasion de la sortie du livre d'Alain Ruscio « Les communistes et l'Algérie », le secteur archives organisait un débat en présence de l'auteur et de Sadek Hadjeres, secrétaire du Parti Communiste Algérien au moment de la guerre d'indépendance.

Alain Ruscio : Sans discussion possible, le PCF fut au cours des dernières décennies, le moins colonialiste des grands partis politiques français. Pour autant, les relations entre communistes et nationalistes algériens n'ont jamais été simples, le PCF n'alignant pas une stratégie mais une succession de tactiques. Au-delà de l'appareil, il y avait de multiples acteurs communistes dévoués à la cause algérienne : les appelés, les avocats, les intellectuels. Il est temps de sortir des malentendus et des incompréhensions, c'est le pari que je fais avec ce livre.

Sadek Hadjeres : Je suis heureux. Cet ouvrage est le début d'un grand débat même s'il se limite à 1962. L'histoire du colonialisme a besoin d'être défrichée. Après des décennies d'occultation de l'action des PCF et PCA, enfin les réalités commencent à émerger car, pour de diverses raisons, nous avons dû faire face à des déformations invraisemblables. Comme Mohamed Harbi qui, à travers ses ouvrages, démystifie la lutte du peuple algérien, Alain Ruscio crée un évènement. A noter la richesse et la fiabilité de sa documentaion.

Grève générale chez nos voisins belges

Alors que libéraux et fachos s'affrontent sur la scène politique européenne, un peuple voisin montre la voie pour une Europe sociale. **Les travailleurs et travailleuses de Belgique étaient en grève mercredi 13 février à l'appel d'une intersyndicale réunissant les trois principales confédérations du royaume.** En cause, l'échec des négociations collectives portant sur les salaires. Le patronat belge est inflexible et s'appuie sur une loi du gouvernement de Charles Michel pour limiter la marge des négociations à 0,8 % de hausse maximale.
La grève a été très bien suivie dans de nombreux secteurs : ports, chemins de fer et aéroports tournaient au ralenti, usines et centres commerciaux à l'arrêt, Google lui-même a été partiellement bloqué par des employés grévistes. Comme à son habitude, le patronat s'est contenté de jérémiades sur le « coût salarial » en Belgique. **A trois mois d'élections fédérales qui pourraient voir l'entrée en force des partis de gauche à la Chambre, la colère des travailleurs belges s'est bien fait entendre dans le plat pays.**

Le social au coeur

Gares, postes, les services publics menacés

Les usagers des chemins de fer de plusieurs communes du département ne peuvent désormais plus acheter leurs billets de train à un guichet. Une véritable attaque en règle contre les services publics.

Cheminots, usagers et élus se sont mobilisés au mois de janvier contre la réduction des horaires d'ouverture des guichets SNCF dans les gares d'Ancenis, Savenay et Clisson. A Machecoul et Sainte-Pazanne ils ont été complètement remplacés par des gares mobiles présentes le jour du marché, une fois par semaine.

Alors que la qualité du service se dégrade et que les inégalités entre les territoires se renforcent, la SNCF a annoncé la présence d'agents en gare pour accompagner les usagers sur les bornes automatiques. Un bien maigre os à ronger. Mais les transports ne sont pas les seuls affectés par l'offensive tout terrain de la Macronie contre les services publics.

La Poste, elle aussi, a annoncé la suppression de plusieurs bureaux dans le département. Dans le centre-ville de Nantes, les bureaux de Decré et du Champ de Mars sont menacés alors même que leur fréquentation est en hausse. Ces fermetures sont combattues par les salariés de La Poste, qui ont rappelé le 5 février leur combativité à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle. Mais également par le Parti communiste français qui par la voix de ses élus a rappelé la nécessité de défendre un service public au plus proche des usagers. Nantes n'est pas un cas à part en Loire-Atlantique. Au niveau départemental, la Brière et Saint-Nazaire ont également connu des réorganisations de leurs bureaux de poste se traduisant par une détérioration de la qualité du service. Dans tout le département, les communistes ont été nombreux à faire signer des pétitions pour la défense de La Poste.

Etrange monde que celui dans lequel vivent les dirigeants de la SNCF et de La Poste. Un monde dans lequel les agents sont devenus facultatifs, ou les usagers doivent remplir eux-mêmes des tâches autrefois réservées à des salariés. Avec des bénéfices dépassant le milliard d'euro annuel pour ces deux entreprises, c'est à se demander de quel côté des adaptions doivent être faites.

General Electric : alerte sur l'emploi

Le géant de l'énergie avait promis la création d'un millier d'emplois en France lors du rachat du secteur énergie d'Alstom en 2015. Il souhaite aujourd'hui supprimer près de 500 postes, dont 80 à Nantes.

Le fiasco de la vente d'Alstom à GE n'est visiblement pas terminé. Après avoir licencié plus de 250 salariés du secteur de l'hydroélectrique à Grenoble en 2017, la multinationale, qui fait face à de graves difficultés financières, envisage de détruire 80 emplois sur son site de Nantes destiné à la conception d'éoliennes offshore. Ses dirigeants pourront remercier… Emmanuel Macron dont les ordonnances de 2017 autorisent les ruptures conventionnelles collectives envisagées pour tailler dans les effectifs ligériens de l'entreprise.
Depuis 2015, General Electric n'a créé que 25 emplois nets en France, contre les 1 000 promis initialement, forçant l'Etat à le pénaliser à hauteur de 50 millions d'euros. L'entreprise s'est surtout distinguée jusqu'à présent par son effort marqué de participer à la désindustrialisation de la France. En effet, les suppressions de 470 postes annoncées au niveau national n'empêchent pas la tenue d'un plan social ultérieur. Alors même que la crise environnementale et sociale devient chaque jour plus aigüe, le saccage d'un fleuron national de l'énergie est révoltant. De quoi rêver d'une politique publique de l'industrie et de la transition énergétique.

Offre Raisonnable d'Emploi (O R E) le gouvernement décrète avec brutalité

L'Offre Raisonnable d'Emploi qui définit les obligations des chômeurs est de la prérogative du gouvernement et non des partenaires sociaux. Le 30 décembre le gouvernement a promulgué au journal officiel un décret modifiant les conditions de refus d'emploi de la part d'un travailleur privé d'emploi.

Le gouvernement tape très fort dans 4 domaines :
La rémunération de l'emploi proposé :

Jusqu'au 31 décembre 2018 étaient considérées comme refusables de la part du chômeur des conditions salariales dans l'emploi proposé dans sa qualification qui n'étaient pas en proportion de son salaire d'activité précédent sa situation de chômage. Avant le 1 janvier 2019 c'était 95% du salaire antérieur entre le 3ème mois de chômage et le 6ème mois puis 85% ensuite et enfin au bout d'un an de chômage il ne pouvait plus refuser un emploi rémunéré au niveau de ses allocations chômage (frais de déplacement non pris en compte). C'était déjà dur mais…

Depuis le début de l'année la comparaison entre **la rémunération perçue pendant l'activité professionnelle et celle de l'emploi proposé n'est plus un motif de refus,** même si l'écart est très important (notamment du fait de la disparition de la prise en compte de l'ancienneté). Un salarié expérimenté ne pourra refuser plus d'une fois un emploi dans son domaine de compétence même rétribué comme pour un salarié débutant et ceci dès son premier jour de chômage. En cas de 2 refus, le demandeur d'emploi ne risque pas une suspension de **ses allocations chômage mais la suppression définitive de celles-ci.**

Distance (et temps) entre le domicile et le lieu de l'emploi proposé :
Ce critère qui a non seulement un coût financier pour la personne mais également un impact sur la vie personnelle et familiale sera déterminé lors du premier entretien (qui pourra être téléphonique) entre le travailleur privé d'emploi et son conseiller Pôle Emploi (qui lui-même subit la pression des statistiques). Doit être pris en compte la capacité d'autonomie du demandeur (voiture, résidence rurale ou urbaine, horaires etc.).

Autrement dit c'est la porte ouverte à toutes les inégalités de traitement.
Le contrôle de la recherche d'emploi :
En situation de convocation à Pôle Emploi, lors de la première absence à convocation si le chômeur ne justifie pas de celle-ci il risque un mois de radiation (ne plus être inscrit pendant 1 mois ce qui le prive de revenu pour cette période) puis une sanction de 2 mois à la deuxième absence et de 4 mois pour les absences suivantes. C'est Pôle Emploi qui apprécie le motif d'absence invoqué comme justifié ou non et qui de ce fait sanctionne de manière mécanique (par un logiciel informatique) et qui ensuite peut revenir sur la sanction si la justification d'absence est considérée comme valable.

Les recours :
Jusque fin 2018 les recours étaient étudiés par le Préfet de région (ce n'était déjà pas la panacée). Depuis le 1er janvier c'est le directeur de l'agence Pôle Emploi dont dépend le demandeur qui étudie le recours (de la sanction prise dans son agence). Il n'y a plus de tiers extérieur qui se penche sur le recours, **Pôle Emploi devient à la fois juge et partie**, cela va accentuer les recours faisant l'objet de refus.

Cette « nouvelle » Offre Raisonnable d'Emploi relève de la barbarie. Par ce procédé le gouvernement accentue la culpabilisation des plus précaires d'entre nous et développe une fois de plus que c'est le travailleur privé d'emploi qui est responsable de sa situation. Après « la traversée de rue » la coercition, le mépris de ce gouvernement et du président est sans limite.
L'autre impact que cela aura c'est bien entendu de **tirer la rémunérations de tous les salariés vers le bas**, puisque qu'à qualification identique un employeur pourra licencier des salariés ayant un salaire élevé pour les remplacer par des salariés tout aussi expérimentés **mais contraints d'accepter** un salaire bienmoindre. Vous n'avez plus un mot à dire sur votre carrière professionnelle, le gouvernement y pense pour vous… mais pense surtout au patronat. C'est cela le **ruissellement** de Macron, après les cadeaux aux patrons (CICE, dégrèvement de cotisations sociale) ce sont **les coups** de «schlagues» qui **ruissellent sur les plus pauvres.**

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

Gilets jaunes : du rond-point à la rue

Tout a été dit ou presque sur le mouvement des gilets jaunes depuis son déclenchement en novembre. Les Jeunes communistes de Loire-Atlantique analysent les évolutions d'une force politique inédite en France.

Il s'en est passé du temps depuis le 17 novembre, date de la première journée d'action des gilets jaunes. A l'époque, le mouvement né sur internet se contente de contester une nouvelle taxe sur le carburant, attaque directe contre le pouvoir d'achat, et suscite moqueries et mépris de l'appareil médiatique, prompt à voir des amoureux de la pollution dans les protestataires.

Les manifestations, prévues les samedis tranchent avec les expériences nées des luttes syndicales : une organisation réduite au stricte minimum, peu d'effets de blocage sur l'économie mais une présence médiatique accrue.

Le premier recul rapide du gouvernement sur les carburants est une victoire que la rue n'avait jamais connue depuis 2006. Mais elle précipite la révélation des contradictions du mouvement. De nombreux gilets jaunes issus du petit patronat, satisfaits de cette manœuvre, rangent leurs chasubles et quittent les ronds-points. Reste un mouvement populaire fort dont les revendications s'élargissent à des questions politiques démocratiques. Une fracture de classe très nette se révèle entre ces deux « tendances » autrefois unies sous la bannière jaune. De même, la présence de l'extrême-droite dans les cortèges a fait couler beaucoup d'encre. Il apparait que les tentatives d'infiltrations fascistes violentes se soient heurtées à la vigilance des forces démocratiques comme à Nantes.

Les revendications démocratiques et populaires des gilets jaunes, si elles sont multiples et parfois contradictoires, trouvent un prolongement dans les luttes menées par les syndicats. On a ainsi vu la zone aéroportuaire de Nantes être bloquée par des militants de la CGT et des gilets jaunes côte à côte le 5 février dernier, avant un comité d'accueil en commun du Premier ministre trois jours plus tard. Cette unité d'action nous parait nécessaire face au risque d'essoufflement qui guette ce mouvement. Si sa durée est remarquable, force est de constater que les cortèges mobilisés sont restés relativement faibles. Ceci tient surement lieu de la férocité inouïe de la répression. **Les jeunes et les militants révolutionnaires connaissent depuis longtemps l'ampleur que peut prendre la violence policière à l'égard du mouvement populaire. Celle-ci a cette fois touché sans discriminer, crevant des yeux, arrachant des doigts et gazant les manifestants.**

Quelle que soit l'issue du mouvement des gilets jaunes, celui-ci laissera des traces. Le gouvernement, tétanisé, n'a désormais plus que la matraque pour terminer son quinquennat En Marche. Si la bourgeoisie a pour l'instant été relativement épargnée, laissant le monarque Macron encaisser les coups, elle n'en a pas moins ressenti la peur de l'intensification de ces luttes. Dans l'ébullition née des gilets jaunes, les Jeunes communistes doivent désormais faire entendre une voix progressiste.

5 résistants étrangers et nos frères pourtant

Les commémorations de la fusillade des procès des 42 et des 16 ont eu lieu le week-end des 9 et 10 février dernier. Elles se sont déroulées au terrain du Bêle à Nantes, mais aussi à Sainte-Luce-sur-Loire pour honorer Jean et Renée LOSQ et enfin à la Chapelle Basse Mer en mémoire de 5 républicains espagnols inhumés dans le cimetière. Pendant 2 jours, **le Comité départemental du souvenir a organisé plusieurs hommages aux militants des Francs Tireurs et Partisans fusillés par les nazis en 1943 (janvier, février, mai et août).** Ces fusillades font suite aux nombreuses arrestations de 1942, organisées par la police allemande et la police de Vichy, dans les réseaux de résistance communiste. Le 1er procès, celui des 42, en janvier 1943, est retentissant. **Les allemands instrumentalisent ce procès qui n'est qu'une parodie de justice**, médiatisée. L'objectif étant de **faire passer les courageux résistants pour des criminels** rejetés par les français. Pourtant, l'effet souhaité par la justice militaire allemande et les collaborateurs de Vichy n'aura pas lieu, et ce simulacre de procès renforcera l'esprit de résistance et la haine de la population vis-à-vis de l'occupant nazi. Le 2ème procès, au mois d'août, celui des 16, sera plus discret étant donné les conséquences négatives du procès de janvier pour les hitlériens. **A la fin de ces 2 procès, 48 condamnations à mort seront exécutées.**

Parmi ces 48 martyrs, 5 républicains espagnols, survivants de la guerre civile espagnole et du coup d'Etat de Franco : **Alfredo GOMEZ OLLERO, Benedetto BLANCO, Basilio BLASCO MARTIN, Miguel SANCHEZ et Hidalgo PRIETO**. Ils sont des combattants républicains qui ont fui leur pays au moment de « la Retirada » de 1939. Franco a gagné la guerre, il devient le dictateur fasciste qui a renversé et battu le Front populaire espagnol, causant le départ forcé de 500 000 Espagnols vers la France. La France leur réservera un sort indigne et inhumain. Parqués dans les camps d'internement du sud de la France, trimbalés de camps en camps, dispersés dans toute la France, ils seront bientôt embrigadés dans les « groupes de travailleurs étrangers » et **envoyés sur des chantiers de construction notamment pour l'organisation TODT et la construction du mur de l'Atlantique.** C'est ainsi que les 5 camarades espagnols se retrouvent en Basse Loire et à Montoir de Bretagne, au camp d'internement dit « Franco ». Comme beaucoup d'autres, ils entrent dans la résistance française aux côté des FTP. Pendant les vagues d'arrestations de 1942, **beaucoup de républicains espagnols sont arrêtés,** le Parti Communiste Espagnol clandestin sera quasiment entièrement démantelé. Ces résistants arrêtés seront emprisonnés, envoyés dans les camps de la mort allemands ou fusillés en France comme Alfredo GOMEZ OLLERO, Benedetto BLANCO, Basilio BLASCO MARTIN, Miguel SANCHEZ et Hidalgo PRIETO.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication : Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Frédérique GARCIA SANCHEZ
André MAURICE
Louis CHRETIEN
Estelle BROUSSE
Pedro MAIA
Véronique MAHE
Stéphane GUILLOU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique…) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……..€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES